SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 23 DÉCEMBRE 1848.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1849.

(Voir les N^{os} 1, 68, 74, 77, 78 et 79 de la Chambre des Représentants, et le N^o 18 du Sénat.)

MESSIEURS,

La Loi du 15 mai 1846, sur la comptabilité de l'État, exige que le Budget soit présenté six mois au moins avant l'ouverture de l'exercice.

Le gouvernement avait satisfait à cette prescription de la Loi, mais à peine la présentation des Budgets avait-elle eu lieu que des événements graves vinrent obliger le Ministère à les retirer, afin d'y apporter les modifications exigées par les circonstances critiques où le pays se trouvait placé.

La législature actuelle, par suite de la dissolution des Chambres, n'étant plus saisie d'aucune des propositions soumises à la Chambre ancienne, il fallut bien proposer des projets nouveaux.

Le Budget ne fut donc présenté à la Chambre des Représentants que dans la séance du 6 novembre dernier, et le Sénat se trouve encore une fois placé dans cette situation, dont il a eu à se plaindre depuis un si grand nombre d'années. Nous sommes trop près de l'époque où le nouveau Budget doit être mis en recouvrement, pour que votre Commission ait pu se livrer à un examen approfondi de toutes les branches des revenus de l'État; elle pourrait encore moins y proposer la plus légère modification; nous devons donc nous borner encore une fois à faire mention des observations auxquelles a donné lieu l'examen très-sommaire qu'il nous a été permis de faire. Espérons que rien ne viendra mettre obstacle à ce que, pour les Budgets de 1850, les prescriptions de la loi de comptabilité puissent être rigoureusement suivies, ainsi que le Gouvernement en a donné l'assurance dans une autre enceinte.

Le pays s'est trouvé placé dans une position bien critique, mais, grâce à la sagesse et à l'énergie des mesures héroïques auxquelles le Gouvernement et les Chambres ont eu recours, grâce au patriotisme avec lequel la nation s'est soumise aux sacrifices qui lui étaient imposés, il a su la surmonter, et la gravité même de la situation a prouvé toute la fécondité de nos ressources, toute la puissance de notre crédit; elle nous a servi en même temps d'un utile avertissement sur les dangers, tant de fois signalés, de notre dette flottante, et de

ces grands travaux votés avant d'avoir assuré les ressources indispensables à leur exécution ; elle nous a indiqué enfin la voie des économies.

Le Budget des Voies et Moyens, tel qu'il avait été présenté par le Gouvernement, s'élevait à fr. 117,594,020 »

La Chambre des Représentants en a réduit le chiffre à » 115,897,020 »

Différence. fr. 1,694,000 »

L'excédant de 6,050,910 fr. 24 c., que ce Budget présentait sur celui des Dépenses, se trouve réduit en conséquence à fr. 4,356,910 24

Mais cet excédant est dû en grande partie à une réduction de 3,760,639 fr. 82 c., sur quelques articles du Budget de la Dette publique, réduction résultant d'une modification dans le système de comptabilité suivi depuis nombre d'années, et devant disparaître pour l'exercice suivant.

Ce n'en est pas moins une situation que nous pouvons considérer comme très-favorable, et d'autant plus satisfaisante que d'après les renseignements fournis à la Chambre des Représentants, par M. le Ministre des Finances, dans la séance du 19 de ce mois, le produit des impôts de consommation, ce thermomètre de la prospérité des populations, atteindra pour l'exercice de 1848 toutes les prévisions du Budget. C'est là un résultat presque inespéré.

Cette situation cependant ne doit point nous éblouir ; elle ne doit point surtout nous détourner de la voie des économies largement et sagement combinées, car, malgré les emprunts du 26 février et du 6 mai de cette année, malgré la réduction notable de notre dette flottante qui en a été la conséquence, nous nous trouvons placés encore vis-à-vis d'un découvert très-considérable, qu'il serait fort heureux de pouvoir combler par des excédants de ressources, sans que nous eussions à recourir à de nouveaux emprunts ou à de nouveaux impôts.

Féconder toutes les sources de notre richesse nationale, assurer à notre agriculture, au commerce, à l'industrie, cette sécurité, cette stabilité de législation si nécessaire à leur développement, éviter autant que possible toute dépense improductive, ce sont là les meilleurs moyens d'atteindre enfin cet équilibre tant désiré.

Votre Commission a examiné successivement tous les articles du tableau accompagnant le projet de Loi soumis à votre approbation.

Des projets de loi nouveaux sur la contribution personnelle, les patentes, les redevances des mines, le transit, les successions, les postes, et enfin sur les pensions, ayant déjà été soumis ou devant l'être sous peu, à la législature, votre Commission a cru ne pas devoir soulever sur ces divers objets une discussion qui n'aurait aujourd'hui aucun résultat utile, et qui se reproduira tout naturellement lorsque ces divers projets seront livrés à votre examen.

Elle a cru devoir en agir de même en ce qui concerne les produits du chemin de fer, cette question devant se représenter à l'occasion de la loi sur les péages.

Les évaluations des produits de la contribution personnelle, des patentes, du transit et des redevances des Mines ont été calculées sur les bases de la législation existante.

Le produit des postes suppose la mise en vigueur de la loi nouvelle au 1^{er} juillet prochain.

Le Gouvernement avait évalué à sept millions le produit des droits de suc-

cession, mais la Chambre des Représentants, afin de ne rien préjuger sur le sort de la loi qui lui est soumise, a réduit ce chiffre à fr. 5,500,000, tandis qu'elle a admis celui de fr. 240,000 que devait produire une retenue sur les pensions qui doit encore être soumise au vote des deux branches du pouvoir législatif.

Votre Commission croit donc ne devoir admettre ces chiffres que sous toute réserve et sans rien préjuger sur les débats à intervenir.

Elle voit à regret qu'une Convention avec la France, dont la Belgique ne retire aucun des avantages qu'elle s'était promis, ce qui n'a pas empêché le gouvernement français de sanctionner chaque jour, et tout récemment encore, de nouvelles mesures fort onéreuses pour nos principales industries; elle voit à regret, disons-nous, que cette convention prive le Trésor d'une source de revenus considérable et d'autant plus populaire qu'elle n'atteint qu'un objet de consommation étranger et de luxe; nous parlons des droits sur les vins étrangers, sur lesquels toute augmentation nous est interdite.

Votre Commission espère que la plupart des prévisions du Budget de 1849 seront atteintes; elle croit même que le produit du timbre aurait pu être porté plus haut. Ceci dépend toutefois entièrement des événements qui peuvent surgir autour de nous. Ayons confiance dans un avenir plus prospère et espérons qu'il nous offrira une ample compensation des sacrifices que nous avons su nous imposer dans des circonstances difficiles.

Vous aurez remarqué, Messieurs, que l'art. 5 du Projet de Loi qui accompagne le Budget autorise le Gouvernement à une émission de bons du Trésor de dix millions. Cette somme n'est point exagérée, et l'émission ne présentera aucun danger, si on sait la renfermer dans les limites de sa véritable destination, celle d'assurer le service du Trésor.

Mais nous ne devons pas perdre de vue, Messieurs, que le gouvernement a été obligé de recourir à une émission de billets de banque au profit du Trésor, et que cette émission peut s'élever jusqu'à douze millions. Quoiqu'il n'y ait point ici une époque rigoureuse d'exigibilité, ce n'en est pas moins une véritable Dette flottante, au remboursement de laquelle il faudra peut-être pourvoir dans un avenir peu éloigné; car si l'horizon politique s'éclaircit, si nous rentrons dans un état normal, nous ne pourrons pas maintenir un système de circulation que des circonstances tout-à-fait exceptionnelles ont pu seules nous faire adopter, et dont la puissance de notre crédit, la confiance admirable de nos populations ont su conjurer jusqu'ici tous les dangers.

Voilà, Messieurs, les observations auxquelles ont donné lieu le projet de Loi et les tableaux que vous avez confiés à notre examen et dont votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption, tels qu'ils ont été votés par la Chambre des Représentants.

ZOUDE.

Le Chev. BETHUNE.

D'OMALIUS.

Le Comte COGHEN.

ED. COGELS, Rapporteur.